NOS POTINS - VILLE

Débaptisez-moi !

Combien coûte à l'Hôtel de ville de Bukavu de rendre à la CEPGL l'honneur d'avoir servi de prétexte pour réfectionner la vétuste salle "Ciné Palace" ? Certes, les us et coutumes d'alors voulaient que cette maison fût celle du défunt Parti-Etat. Mais, les choses ont évolué et il faudrait donc un autre nom à cette salle qui fait la fierté des habitants de Bukavu. Pourquoi ne pas la débaptiser au lieu d'effacer tout simplement "MPR" et de ne garder que "Maison" ? Il suffit pour cela d'écrire "Maison de la CEPGL" !

Bagira s'y oppose

La SNEL semble perplexe devant la farouche opposition d'un groupe des jeunes de Bagira qui refusent de voir partir un transformateur de 6.600 volts pour la région du Haut-Zaïre. Ceux-ci ne comprennent pas pourquoi l'on dépouille systématiquement le Sud-Kivu de "ses biens". Notamment une pièce d'émetteur radio expédiée au Shaba. Car au retour, le Sud-Kivu ne reçoit rien des autres régions. En tout cas, si l'on se met à réfléchir de cette manière, l'on ne serait pas très loin d'une balkanisation qui ne profiterait guère au pays.

Une alliance disloquée

Rien ne va à la Clinique de Bukavu où le médecin-directeur est en guerre contre un des administrateurs. Principalement celui chargé des finances. Tous deux ont été parachutés à leurs postes par les autorités régionales au mépris des dispositions en vigueur au ministère de la Santé publique. Alors que le personnel n'est pas payé depuis décembre, le patron de la clinique suspend son "collabo" pour avoir refusé de cautionner une combine dans les achats des médicaments. Une pharmacie de Nyawera est pointée du doigt. Elle encouragerait la surfacturation qui fait vivre le médecin-directeur. Le plaignant, M. Kulimushi, administrateur des hôpitaux à la Clinique de Bukavu, est en appel auprès du médecin-inspecteur pour arbitrage. Dommage qu'en si peu de temps, la clinique tombe malade de ses chefs !

Une difficile cohabitation

Un médecin est menacé de déguerpissement d'une maison située sur l'avenue Fizi. Il paraît que l'administration régionale voudrait la transformer en un gîte d'étape. Qu'à cela ne tienne ! Mais, rien n'est prévu pour loger ce disciple d'Hippocrate et sa famille qui venaient de déménager il y a moins d'un an. La commission d'attribution de logement lui propose de partager une chaumière située à La Botte avec un fonctionnaire en retraite. Qui traîne à partir, dit-on ! La cohabitation est un mot en vogue. Mais, nous tous savons combien elle est difficile à vivre.

Un bureau fissuré

La Regideso était fière d'avoir construit son propre bureau d'agence à Kadutu. Cela était prévu dans le programme de développement initié par cette société pour son extension. Moins d'un lustre après, l'on constate que les normes de construction n'ont pas été respectées. Suite à une adjudication de complaisance passée entre la direction régionale et un entrepreneur de la place. Le bureau présente quelques failles qui discréditent l'auteur de l'ouvrage. Nous pensons bien que le service d'audit interne de la Regideso se penchera sur le dossier.

Entre les autorités et les femmes

Le courant n'est pas bien passé entre les autorités politico-administratives et les organisatrices des manifestations commémoratives de la journée mondiale de la femme à Bukavu. Ces bonnes dames chuchotent que les autorités et leurs épouses leur ont non seulement posé un lapin mais celles-ci avaient d'abord tenté vainement de leur refuser la fanfare de la 10ème Circo et leur ont carrément interdit l'accès dans la salle de l'ex-Maison du Parti. Surtout qu'un de leurs intervenants, le vicaire de Cahi ne leur plaisait nullement ! Allez-y comprendre quelque chose.

Tribalisme au nom de Jésus-Christ

Une Eglise tribale rassemble depuis plus d'une année des fidèles d'une seule et même ethnie -Tutsi pour ne pas la citer-au nom de Jésus-Christ, sur l'avenue Route d'Uvira en zone urbaine d'Ibanda à Bukavu. Ce qui devantage dans cette communauté religieuse dite du Zaïre c'est la présence, à l'assemblée des dimanches, des fidèles chrétiens en provenance de toutes les zones urbaines de Bukavu et même de la préfecture rwandaise de Cyangugu. Comme pour mettre en pratique l'adage selon lequel la distance n'est longue que pour ceux qui ne savent pas fraterniser... et pratiquer le ségrégationnisme. Restons chrétiens, unis par le sort mais différents des autres, diraient-ils !

A l'école de la démocratie

Bon nombre de descentes dans les rues et moult tracts lancés contre des chefs d'établissements dans les milieux scolaires de Bukavu seraient fomentés par certains enseignants pour assouvir quelques intérêts (logement), ambitions (poste) ou suspicions autour des primes leur allouées cette année par les parents.Contre un enseignement de qualité douteuse. N'y a-t-il plus des structures et des procédures de revendications dans nos écoles où tout le monde se clame acquis au changement ? Le moins que l'on puisse dire est que l'éducation populaire à la démocratie s'avère une nécessité impérieuse et urgente pour une transition sereine !

Une crise indéfinie

La crise politique zaïroise est en train de devenir multiforme. Il s'agit de la crise d'idéal, d'éthique politique et d'une crise politico-institutionnelle, etc. C'est ce qui nous mène tous à une confusion due à la médiocrité de la classe politique dans sa majorité.

Il n'est pas honnête de prêcher chaque jour qu'il faut harmoniser les textes transitoires. Car la CNS étant non constitutionnelle (dans la constitution que défend la tendance mobutiste), vu aussi que c'est à elle qu'a été confiée la mission d'élaborer une nouvelle constitution pour la 3ème République, ce forum national est donc devenu un pouvoir constituant originaire avec les traits ci-après : autonome, initial et souverain.

Dès lors on ne peut plus parler d'harmonisation de textes. Car, en lui reconnaissant le pouvoir d'élaborer la constitution, on ne pouvait point lui reconnaître celui d'élaborer des mécanismes inférieurs et moins durables dans le temps que la constitution (dans le cas d'espèce la charte de la transition). Ceux qui pensent autrement trichent.

Il apparaît dès lors que toute la crise politique zaïroise actuelle est une crise d'idéal et d'éthique politique. L'homme politique zaïrois est beaucoup mû par des intérêts égoïstes plutôt que la grandeur collective. C'est dans cette optique que certains croient qu'il faut soumettre une autre constitution au référendum en concurrence avec le projet constitutionnel élaboré par la CNS. Là encore, c'est de la tricherie.

La crise d'éthique, qui sous-tend la médiocrité de la classe politique, amène ses membres à la pratique continuelle de la logique du contraire (consciemment ou non) et dès lors à briller par l'inconstance et la négation de ses propres convictions.

Ainsi par exemple le président Mobutu, qui estime ne pas reconnaître la Charte de la transition issue de la CNS mais qui demande au Haut conseil de la république régi par cette charte (qui incorpore le compromis politique de N'Sele) de lui proposer un autre Premier ministre à la place de Tshisekedi, veut tricher. Le général Eluki, qui séquestre par ses militaires interposés le HCR au Palais du peuple tout en ne reconnaissant pas la charte car non promulguée par le maréchal-président, veut obliger cependant ce parlement de transition de trouver une solution à la coupure de 5 millions de zaïres. Ce maudit billet surnommé à juste titre "Dona Beja" et qui est accepté par aucun opérateur économique du pays mais par lequel les militaires ont été rémunérés à profusion.

Bagalwa Mapatano
Assistant à l'ISDR/Bukavu

La mwamikazi de Ngweshe s'est éteinte en octobre

Etant l'un de vos fervents lecteurs depuis une dizaine d'années, je vous renvoie aux éphémérides du 30 janvier 1993 se rapportant à la situation de toute l'année 1992 en quelques lignes. La date du décès de la mwamikazi de Ngweshe en zone de Walungu n'est pas précise. Tantôt c'est en novembre tantôt c'est en octobre 1992. Voudriez-vous, cher Jua, apporter des corrections et des précisions sur la date de cette mort ?

Henry Basubi Mwenyemali
Agent BZCE B.P. 47 Uvira

Ndlr : Veuillez excuser le doublon qui s'est glissé dans notre éphéméride quant au décès de la mwamikazi Astride Naweza Bujana M'Naluganda de Ngweshe. Celle-ci s'est effectivement éteinte le 6 octobre 1992 à Walungu. Un peu plus de 40 jours après, son fils, le mwami Ndatabaye Ngweshe Weza III a épousé Mlle Annociate Bashizi Furaha. Continuez à nous lire !

La politique à sang pour sang!

Fidèle lecteur de Jua et conscient du crédit dont notre hebdomadaire d'informations générales bénéficie auprès de la population combattante (pour la démocratie) aussi bien au Sud-Kivu qu'au Zaïre et en dehors de ses frontières nationales, je me fais l'honneur de vous prier de publier cette courte interrogation : "Elections anticipées, mais pourquoi" ?

Alors que tout le peuple zaïrois a compris que la politique n'est pas une guerre qui doit faire couler le sang humain, certains leaders et certaines velléités s'emploient à faire de la politique à sang pour sang. Les politicailleurs veulent encore nous tromper. Disons vite non aux élections anticipées qui risquent de nous conduire à la démocrature.

Evitons les élections sans référendum, sans loi électorale, sous le contrôle des territoriaux acquis au statu quo et des territoires sans infrastructures routières. Il est plus facile d'éviter un piège que d'en sortir!

Kalengayi Jean Bertin
Etudiant en G2 médecine/UCB

Où sont nos politiciens d'antan ?

Kabare, une zone de la périphérie de Bukavu, devrait profiter du bon vent qui souffle à partir de cette vieille ville, hétérogène par sa culture et toute sa civilisation. Beaucoup de nos vieux politiciens, originaires de Kabare, n'ont-ils pas eu à s'abreuver aux bonnes sources politiques de cette "ville touristique"?

Aujourd'hui, l'on se demande où sont partis et qu'ont-ils faits de leur contrée, les personnalités ci-dessous : Miruho, Kabare Alexandre, Albert ou Désiré, Lukama Nkunzi, Ciribagula Alphonse, Ludungo Dieudonné, Maroy Ladislas, Ferdinand Cimanuka, Muderhwa Léopold, Kagizi Alexis, Bihinda Ernest, Vuningoma Jean, Nyalugaka Pascal, Karhebwa Léopold, Kagalo Ernest, Kasaza, Weregemere Ntalo, Nfundiko Lugamba..; presque tous, avec des noms chrétiens.

Pour son développement, la zone de Kabare attendait et attend quelque chose de ces personnalités, dont la plupart sont malheureusement déjà mortes. Que ceux qui vivent encore et qui ont le temps de se racheter travaillent pour cette population qui a cessé d'être naïve, après avoir suivi moult discours politiques, de l'aube de l'accession du Congo jusqu'à nos jours.

Certains politiciens cités ci-haut, sont parvenus à donner leur tête et à verser leur sang pour le bien-être social des "Kabarois". D'autres ont toujours été élus par le peuple sans répondre aux voeux de ce dernier après les élections. N'en déplaise à ceux qui distribuent par-ci par-là des matelas et du poisson juste à l'expiration de leur mandat parlementaire...

Eugène Nyangaka Kabamba
ISGEA/B.P. 2624 Bukavu

Les parcs de l'IZCN non protégés

Un communiqué de l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature (IZCN) nous interpelle tous : "Un pays sans nature est comme un désert sans oasis".

L'IZCN nous conseille souvent de songer à la protection de la nature par le reboisement et nous interdit de toujours tourmenter les animaux. Mais au parc national de Kahuzi-Biega où ces champions théoriques de la protection de l'environnement, de la flore et de la faune travaillent, l'on assiste nuit et jour à l'abattage des espèces végétales rares et au braconnage des gorilles et autres primates.

Beaucoup d'agents de l'IZCN bien connus ont perdu la bonne habitude de se rendre aux boucheries pour s'approvisionner en viande. Evidemment parce qu'ils touchent un salaire de misère. Les singes, les chimpanzés et les gorilles, toutes espèces, bien que morphologiquement semblables à l'homme, sont abattus et consommés, plus souvent que les poulets, les ovins ou les bovins.

A Kahuzi, somme toute, le braconnage se porte très bien. Les gardes du parc sont devenus des bons bûcherons et leurs chefs, servis à leur tour dans les nights clubs, tous les week-end, où ils se la coulent douce régulièrement les jours fériés. Les parties les plus touchées sont : la station de Rumangabo et plus grave, celle de Lubimbi.

Pendant ce temps, l'autorité régionale s'en fout et se contente de ses multiples visites familiales dans les zones de Beni et Lubero. Les animaux du parc de Kahuzi risquent, à ce rythme de leur élimination, de ne pas respirer l'air de la 3e république que nous attendons tous.

Delphin Yengayenga
Ntamashakiro
B.P. 755 Bukavu

Où se faire soigner?

Tomber malade à Bukavu comme ailleurs au Sud-Kivu c'est tomber dans l'incertitude des soins et de guérison. Manque de matériel dans les hôpitaux, soins de mauvaise qualité, absence de médecin durant toute la période d'hospitalisation, contact avec de nouvelles maladies que celles dont souffre le patient, danger de consommation des médicaments périmés ou empoisonnés...

Dès lors l'on pense qu'il faut tout de même aller dans un hôpital. Et au Sud-Kivu c'est d'abord l'hôpital général de Bukavu, la Fomulac/Katana, Lemera, Kaziba, Nyangezi ou Nundu, réputés pour la qualité, la compétence de leur personnel médical. La pénurie et la vétusté du matériel -toujours non renouvelé et pourtant renouvelable ainsi que la rémunération du personnel traitant poussent nos malades à fuir nos centres de santé et hôpitaux pour des cliniques privées du Rwanda et du Burundi voisins et même au Kenya et dans les pays du Nord, en l'occurrence ceux de l'Europe Unie. Où les soins sont bien donnés, les examens ou les analyses bien suivis dans les laboratoires, pour la plupart des fois mieux équipés. Mais à quel prix ?

Milyabo Kyamusugulwa
ITM/Ibanda
B.P. 260 Bukavu